

**Arrêté préfectoral complémentaire  
n° BE-2026-05-05 du 1<sup>er</sup> JUIN 2026  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)  
relatif à la modification d'une installation d'enrobage à chaud  
située 4 route des Anes – 24230 VÉLINES  
exploitée par la SARL BOUIJAUD**

La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I<sup>er</sup>, ses titres I et II du livre II et son titre I<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des ICPE prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des ICPE – centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 – broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 – station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines ICPE soumises à déclaration ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 050472 du 12 avril 2005 autorisant la SARL BOUIJAUD à exploiter une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud sur la commune de VÉLINES ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 080221 du 13 février 2008 modifiant l'arrêté préfectoral du 12 avril 2005 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° BE-2024-06-03 du 14 juin 2024 demandant à l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

**Vu** la demande d'enregistrement déposée le 27 février 2025 par la SARL BOUIJAUD concernant la modification d'une installation d'enrobage à chaud située 4 route des Anes – 24230 VÉLINES ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° BE-2025-10-05 du 6 novembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

**Vu** les observations du public recueillies entre le 9 décembre 2025 et le 5 janvier 2026 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de la commune de VÉLINES émise lors de la séance du 19 janvier 2026 ;

**Vu** le rapport du 19 mai 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 23 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le retour du pétitionnaire du 7 avril 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

**Considérant** que le dossier déposé par le pétitionnaire justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à la nécessité de soumettre le projet à une évaluation environnementale ;

**Considérant** en particulier l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets IOTA existants et/ou approuvés dans cette zone ;

**Considérant** en conséquence qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **1.1.1. Exploitation titulaire de l'autorisation**

La SARL BOUIJAUD, dont le siège social est situé 4 route des Anes 24230 VÉLINES, SIRET 52008593700024, faisant l'objet de la demande susvisée, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse (coordonnées Lambert 93 : X= 471452 et Y= 6420794), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **1.1.2 Prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées, à savoir :

- l'arrêté préfectoral n° 050472 du 12 avril 2005 à l'exception de l'article 1.1 §1 ;
- l'arrêté préfectoral n° 080221 du 13 février 2008 ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°BE-2024-06-03 du 14 juin 2024.

### 1.1.3. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

## 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

### 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Libellé de la rubrique (Nature activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud	Capacité de production : 160 t/h	E
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Puissance maximale de : 181 kW	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie de l'aire : 9 000 m <sup>2</sup>	D
2910-A2	Combustion Lorsque sont consommés exclusivement, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse. La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Brûleur au lignite : 16 MW	DC
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Quantité maximale : 94 t	D

Régime : E (enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement)<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

### 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume	Régime
2.1.5.0.2	Rejets d'eaux pluviales	3.513 ha	D

Régime : D (Déclaration)

### 1.2.3. Situation de l'établissement (annexes 1, 2, 3 et 4)

Les installations autorisées sont situées sur les communes, lieux-dits et parcelles suivants :

Commune	Section	Parcelles
VÉLINES	AM	196
		198 pp
		199
		200
		523
		577
		628

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, au besoin aménagées, complétées ou renforcées par le présent arrêté.

### 1.4 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux ICPE ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **1.5 CONDITIONS D'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE DÉMARRAGE, DE DYSFONCTIONNEMENT OU D'ARRÊT MOMENTANÉ**

### **1.5.1 Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des ICPE - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

## **TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 %. L'exploitant doit pouvoir justifier la teneur réelle en oxygène mesurée.

## **2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

### **2.1.1. Conduits et installations raccordées**

N° de conduit	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	cheminée du sécheur	filtre-dépoussiéreur à manches (1 100 manches)

### **2.1.2. Conditions générales de rejet**

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	33	1.2		8

## **2.2 LIMITATION DES REJETS**

### **2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

1° Poussières totales	50 mg/m <sup>3</sup>
2° Monoxyde de carbone (CO)	500 mg/m <sup>3</sup>
3° Oxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	300 mg/m <sup>3</sup>
4° Oxyde d'azote (NO <sub>x</sub> )	350 mg/m <sup>3</sup>
5° Composés organiques volatils :	
a) Cas général :	
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane si le flux horaire total dépasse 2 kg/h.	110 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
b) Composés organiques volatils spécifiques : Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg / nm <sup>3</sup>	

c) Substances CMR (auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, dont le benzène et 1-3 butadiène), et les substances halogénées (mentions de dangers H341 ou H351) :	
si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h.	2 mg/m <sup>3</sup> en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés).
6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particulaires) :	
a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :	
si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1g/h,	0,05 mg/m <sup>3</sup> par métal 0,1 mg/m <sup>3</sup> pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;
b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés :	
Si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h,	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en As + Se + Te) ;
c) Rejets de plomb et de ses composés :	
Si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h,	1 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Pb) ;
d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés :	
Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h,	5 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).
7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques	
si le flux horaire de la somme massique du benzo (a) pyrène et du naphthalènes dépasse 0,2 kg/h	0,2 mg/nm <sup>3</sup> (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

## 2.2.2 Odeurs

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Hauteur d'émission (m)	Débit d'odeur (en uoE /h)
0	1 x 10 <sup>6</sup>
5	3.6 x 10 <sup>6</sup>
10	21 x 10 <sup>6</sup>
20	180 x 10 <sup>6</sup>
30	720 x 10 <sup>6</sup>
50	3 600 x 10 <sup>6</sup>
80	18 000 x 10 <sup>6</sup>
100	36 000 x 10 <sup>6</sup>

## 2.3 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

### 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.

Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux énumérés au point 2.2.1 du présent arrêté et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.

1° Poussières totales	
flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h	mesure annuelle
flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide par exemple d'un opacimètre
flux horaire supérieur à 50 kg/h	mesure en permanence par une méthode gravimétrique
2° Monoxyde de carbone (CO)	
flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h	mesure annuelle
flux horaire supérieur à 50 kg/h	mesure en permanence
3° Oxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h	mesure annuelle
flux horaire supérieur à 150 kg/h	mesure en permanence
4° Oxyde d'azote (NO <sub>x</sub> )	
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h	mesure annuelle
flux horaire supérieur à 150 kg/h	mesure en permanence
5° Composés organiques volatils (1) :	
a) Cas général :	
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h	mesure annuelle
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h	surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane)
b) cas des COV (à l'exclusion du méthane) présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 :	
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)	surveillance en permanence (ensemble des COV, à l'exclusion du méthane) mesures périodiques de chacun des COV (corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes)
c) les autres cas : prélèvements instantanés réalisés	
6° Métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) :	
a) Cadmium et mercure, et leurs composés :	
Si le flux horaire est supérieur à 10 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.

b) Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés :	
si le flux horaire est supérieur à 50 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.
c) Plomb et ses composés :	
si le flux horaire est supérieur à 100 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.
d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés :	
si le flux horaire est supérieur à 500 g/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.
7° Hydrocarbures aromatiques polycycliques :	
benzo (a) pyrène ; naphtalène si le flux horaire (de la somme massique des 2 substances) est supérieur à 0,2 kg/h	mesure journalière sur un prélèvement représentatif effectué en continu.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Pour les COV, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

### TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### **3.1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

##### **3.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau public	Réseau AEP	60

##### **3.1.2. Installations de prélèvement d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau destiné à la consommation humaine est muni d'un dispositif de protection visant à prévenir d'éventuelles contaminations par le retour d'eau pouvant être polluée.



### **3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

#### **3.2.1. Réseaux de collecte**

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### **3.2.2. Eaux pluviales souillées**

L'exploitant met en place un bassin de confinement d'une capacité de 140 m<sup>3</sup> destiné à recevoir le premier flot des eaux pluviales. Ce bassin peut également servir dans le cadre du confinement des eaux accidentellement polluées tel qu'imposé par l'article 3.2.3 ci-dessous.

#### **3.2.3. Eaux polluées accidentellement**

L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent être recueillies dans un volume formant une rétention de 140 m<sup>3</sup>.

Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel, notamment le bassin d'infiltration situé au sud-ouest du site, doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement et à partir d'un poste de commande.

### **3.3. TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

#### **3.3.1. Conception des installations de traitement (séparateurs, décanteurs déshuileurs...)**

Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **3.3.2. Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. En particulier, les séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés, vidangés au moins une fois par an.

Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **3.4. DÉFINITION DES REJETS**

#### **3.4.1. Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux pluviales non polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux domestiques ;
- les eaux d'incendie.

#### **3.4.2. Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

#### **3.4.3. Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autre que ceux dont l'épandage est réglementairement autorisé, dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines est interdit.

#### 3.4.4. Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager dans l'égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorants ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus,

- ils ne doivent pas comporter de substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa valeur alimentaire ;
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

#### 3.4.5. Localisation des points de rejet

En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié susvisé s'appliquent. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à la section IV de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 1
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	débourbeur-déshuileur et bassins de rétention

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 2
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Milieu naturel
Traitement avant rejet	Dispositif d'assainissement autonome

#### 3.5. VALEURS LIMITES DES REJETS

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous.

Point de rejet référencé n°1 :

- Température maximale : 30 °C
- pH : entre 5,5 et 8,5

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1	
		Concentration maximale (mg/L) (*)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	1305	100 35	≤ 15 > 15
DBO5	1313	100 30	≤ 15 > 15
DCO	1314	300 125	≤ 50 > 50
Hydrocarbures totaux	7009	10	

(\*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative). La concentration maximale peut être fixée au maximum au double de la concentration en moyenne journalière (en application de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

### **3.6. SURVEILLANCE DES REJETS**

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
débit		Durée de 24 h	trimestrielle	Dans le mois suivant la mesure
température		Durée de 24 h	trimestrielle	Dans le mois suivant la mesure
pH		Durée de 24 h	trimestrielle	Dans le mois suivant la mesure
MES	1305	Durée de 24 h	mensuelle	Dans le mois suivant la mesure
DBO <sub>5</sub>	1313	Durée de 24 h	mensuelle	Dans le mois suivant la mesure
DCO	1314	Durée de 24 h	trimestrielle	Dans le mois suivant la mesure
Hydrocarbures totaux	7009	Durée de 24 h	mensuelle	Dans le mois suivant la mesure

---

## **TITRE 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE**

---

### **4.1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT**

#### **4.1.1. Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation**

Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement(s)	Niveaux limite de bruit admissible en dB(A)	
Stations	Période diurne 7h-22h sauf dimanche et jours fériés	Période nocturne 22h-7h y compris dimanche et jours fériés
1	61	60
2	61	60
4	59.5	54.5
5	60	59
6	57	54

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée (annexe 5).

#### 4.1.2. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :

- une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation, puis tous les ans ;
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

#### 4.1.3. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### 4.1.4. Vibrations

En cas de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

### 4.2. INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir le site en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement, etc.)

### **4.3. ENVOL DE POUSSIÈRES**

L'exploitant adopte les dispositions suivantes :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ;
- les surfaces qui s'y prêtent sont engazonnées ou végétalisées ;
- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

---

## **TITRE 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **5.1. GÉNÉRALITÉS**

#### **5.1.1. Accès**

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.

Les accès de l'établissement sont constamment fermés ou surveillés (gardiennage, télésurveillance, etc.), et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

#### **5.1.2. Clôture de l'établissement**

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour s'opposer efficacement à l'intrusion d'éléments indésirables. Cette clôture est doublée d'un écran végétal dense sur la zone Est, ainsi qu'en limite Sud le long de la voie d'accès.

#### **5.1.3. Bassin de rétention**

Le bassin de rétention visé à l'article 3.3.2 du présent arrêté est clôturé sur toute sa périphérie.

### **5.2. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'INCENDIE ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **5.2.1. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à couvrir, et au minimum des moyens définis par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé.

---

## **TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

---

### **6.1. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou leur élimination appropriée.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à un mois de production ou, en cas de traitement externe, à un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

Lorsque la quantité des déchets produite dépasse le seuil défini à l'article D.543-280 du code de l'environnement, le tri et la valorisation prévus aux articles D.543-281 et suivants de ce même code sont mis en place.

L'exploitant conserve pendant 10 ans l'attestation prévue à l'article D.543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets.

Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés pendant 5 ans.

## **6.2. PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 01 01	papier et carton
Déchets dangereux	13 01 13*	huiles usagées
	13 05 03*	boues de décanteur

Les enrobés de production ne pouvant servir aux chantiers en raison de leur qualité sont recyclés dans la chaîne de production.

## **6.3. ÉPANDAGE**

L'épandage des déchets, effluents et sous-produits est interdit.

## **6.4. BRÛLAGE**

Le brûlage des déchets liquides, solides ou gazeux est interdit sur le site.

---

## **TITRE 7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

---

### **7.1. CENTRALE D'ENROBES A CHAUD DE MATÉRIAUX ROUTIERS**

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas de respecter les teneurs des rejets atmosphériques, l'installation doit être arrêtée. Aucune opération ne doit être reprise avant la remise en état du circuit d'épuration, sauf dans les cas exceptionnels intéressant la sécurité de la circulation au droit du chantier.

Les aires de stockage, les trémies et les appareils de manutention doivent être conçus et aménagés de manière à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.

L'installation doit être aménagée et exploitée de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à créer une gêne pour le voisinage par le bruit, les vibrations ou les odeurs.

Les opérations bruyantes sont interdites entre 22 h et 6 h.

Les réserves de matériaux doivent être disposées autour des installations de façon à constituer un écran aux propagations sonores.

Les résidus non recyclables (rebut de fabrication, poussières de filtration, huiles de vidanges) sont considérés comme des déchets et éliminés comme tels.

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation doivent être tenus et laissés à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **7.2. INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

Les dimensions du foyer et la conception du brûleur doivent être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, de poussières et vésicules indésirables.

Tous les gaz de combustion sont rejetés à l'atmosphère par une cheminée de dimensions appropriées.

L'entretien de l'installation de combustion doit se faire soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Cette opération doit porter sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

### **7.3. DÉPÔT DE BITUME FLUIDE**

Le dépôt doit être clos et son accès convenablement interdit à toute personne étrangère à son exploitation. Il est interdit d'y pénétrer avec une flamme et d'y fumer. Ces interdictions doivent être affichées sur la porte d'entrée en caractères très apparents.

Les réservoirs des produits polluants ou dangereux doivent être construits selon les règles de l'art.

Ils doivent porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

Ils doivent être équipés de façon à ce que le niveau puisse être vérifié à tout moment. Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter les débordements en cours de remplissage.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doivent être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le celui-ci.

Dans tous les cas, l'éclairage du dépôt doit être assuré par des lampes électriques à incandescence fixes à l'exclusion de toute lampe dite « baladeuse ». L'installation doit être réalisée par un technicien compétent et entretenue en bon état.

---

## **TITRE 8. DISPOSITIONS FINALES**

---

### **8.1. CADUCITÉ**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **8.2. INFORMATION DES TIERS**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de VÉLINES et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de VÉLINES pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 512-46-11 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat en Dordogne, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **8.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par la SARL BOUIJAUD, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

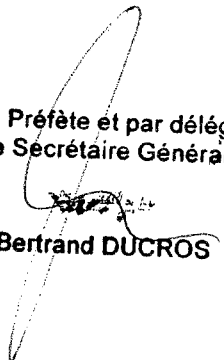
#### **8.4 EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de BERGERAC, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine, l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne-Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, le maire de la commune de VÉLINES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera notifiée ainsi qu'à la SARL BOUIJAUD.

Périgueux, le **1<sup>er</sup> JUIN 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

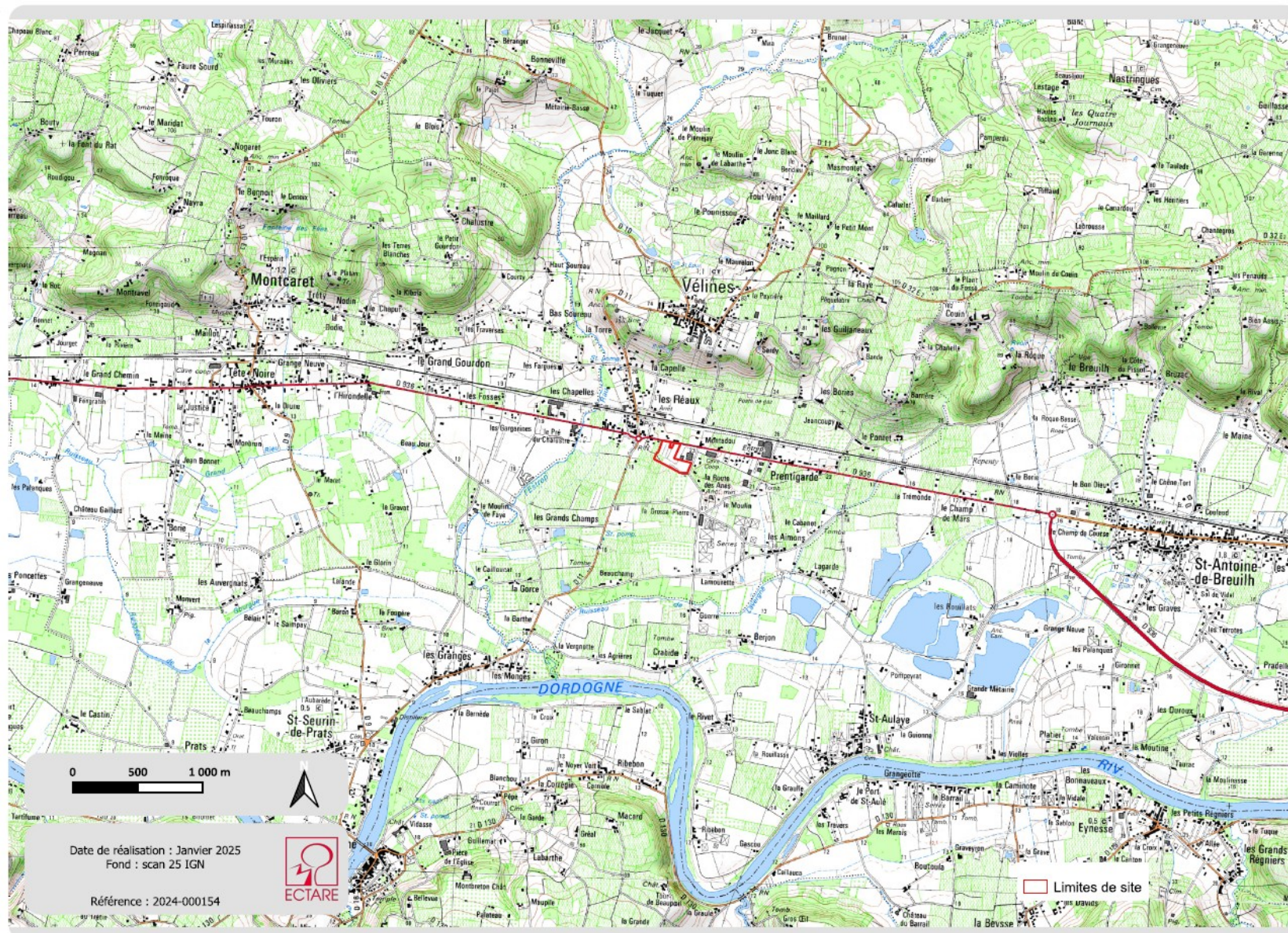
  
**Bertrand DUCROS**



## ANNEXE 1

Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-05-05 du 1<sup>er</sup> juin 2026

### PLAN DE SITUATION





## ANNEXE 2

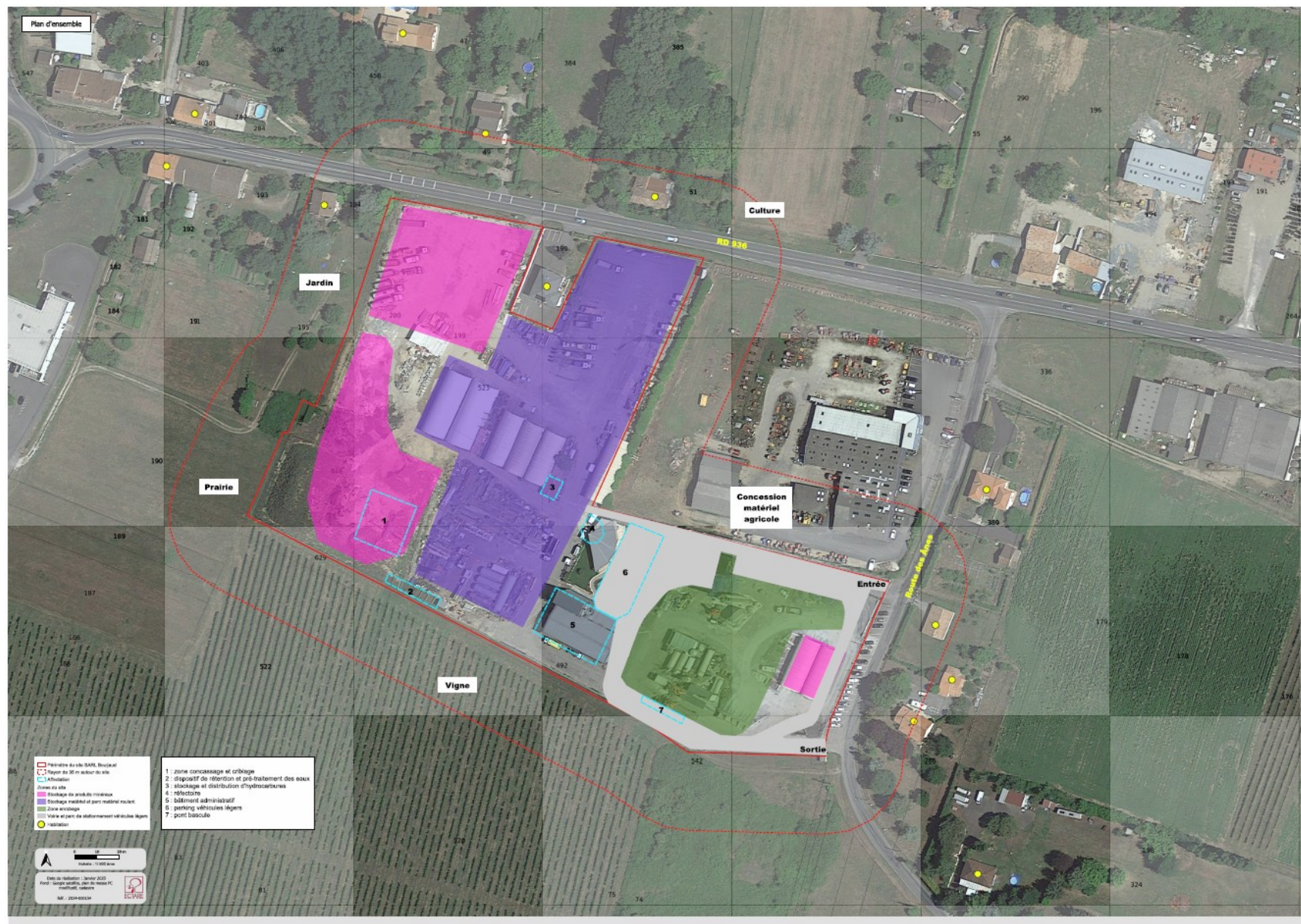
Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-05-05 du 1<sup>er</sup> juin 2026

### PLAN DES ABORDS





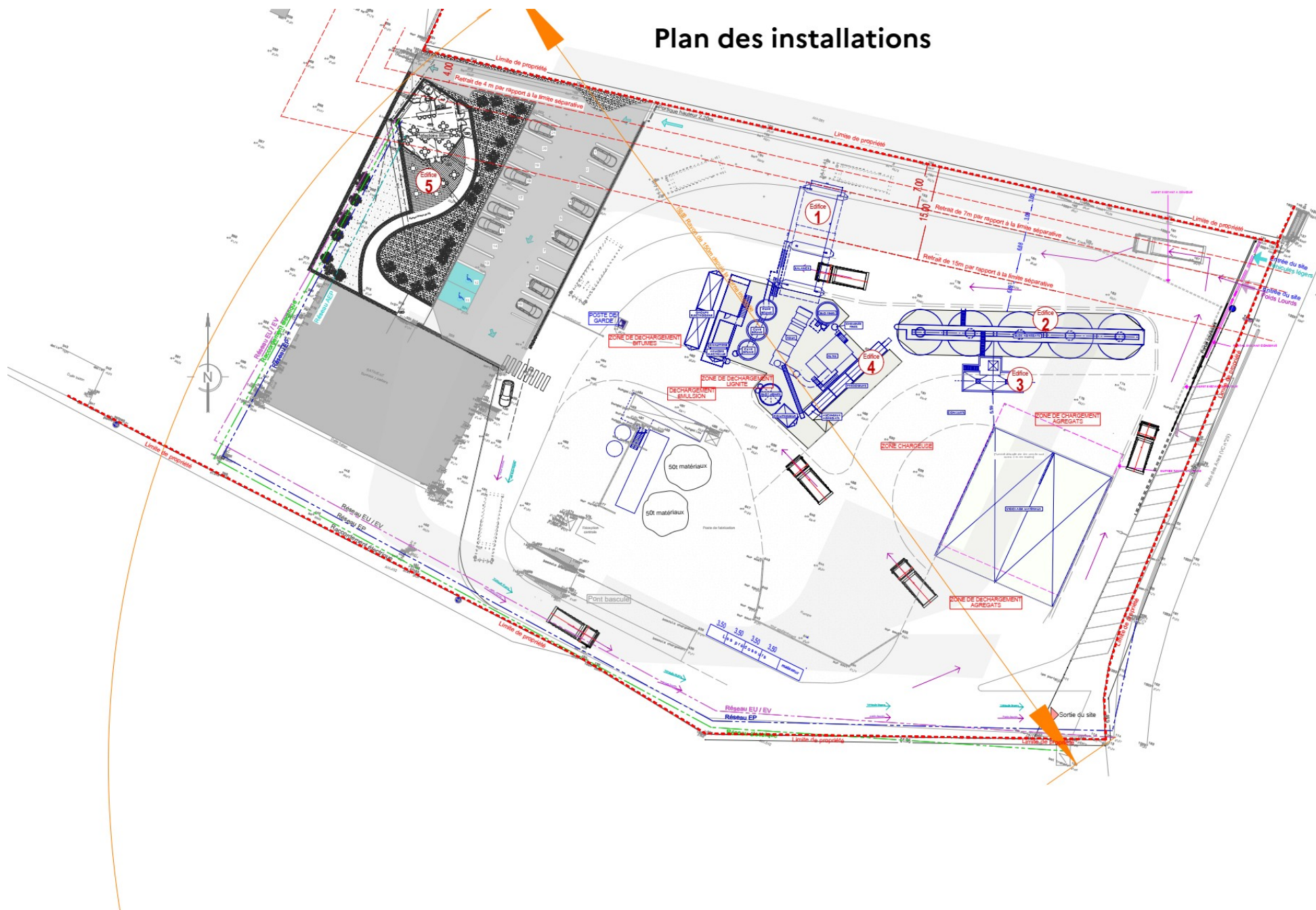
**ANNEXE 3**  
**Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-05-05 du 1<sup>er</sup> juin 2026**  
**PLAN D'ENSEMBLE**





ANNEXE 4  
Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-05-05 du 1<sup>er</sup> juin 2026

## Plan des installations





**ANNEXE 5**  
**Arrêté préfectoral complémentaire n° BE-2026-05-05 du 1<sup>er</sup> juin 2026**  
**LOCALISATION DES POINTS DE MESURES DE BRUIT**

